



## CHAPTER M-16

## CHAPITRE M-16

### Motor Carrier Act

### Loi sur les transports routiers

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	.1
Board — Commission	
licence — permis	
licensed motor carrier — transporteur routier titulaire d'un permis	
Minister — Ministre	
motor carrier — transporteur routier	
motor vehicle — véhicule à moteur	
motor vehicle used for van pool purposes — véhicule à moteur utilisé en vue du transport en commun en wagonnette	
owner — propriétaire	
peace officer — agent de la paix	
public motor bus — autobus public	
regulations — règlements	
taxicab — taxi	
Repealed. . . . .	.2(1)
Repealed. . . . .	.2(2)
Powers to act between meetings of Board. . . . .	.2(3)
Repealed. . . . .	.2(4)
Concurrent hearings. . . . .	.2(4.1), (4.2), (4.3)
Appointment of two members to hear applications. . . . .	.2(5)
Power of Board to review hearings respecting applications. . . . .	.2(6)
Repealed. . . . .	.2(7)
Powers of Board over motor carriers. . . . .	.2(8)
Repealed. . . . .	.2.1
Public motor bus licence. . . . .	.3(1)
Power of Board to impose conditions on licence. . . . .	.3(2)
Application for licence. . . . .	.4(1)
Publication of notice of hearing of licence. . . . .	.4(2)
Objection to application. . . . .	.4(3)
Filing and service of objection to licence. . . . .	.4(4)
Consideration respecting granting of licence. . . . .	.4(5)
Order of board granting licence. . . . .	.4(6)
Parties to hearings. . . . .	.4(7)
Powers of Board on hearings. . . . .	.4(8)

Définitions. . . . .	.1
agent de la paix — peace officer	
autobus public — public motor bus	
Commission — Board	
Ministre — Minister	
permis — licence	
propriétaire — owner	
règlements — regulations	
taxi — taxicab	
transporteur routier — motor carrier	
transporteur routier titulaire d'un permis — licensed motor carrier	
véhicule à moteur — motor vehicle	
véhicule à moteur utilisé en vue du transport en commun en wagonnette — motor vehicle used for van pool purposes	
Abrogé. . . . .	.2(1)
Abrogé. . . . .	.2(2)
Pouvoirs d'agir dans l'intervalle des réunions. . . . .	.2(3)
Abrogé. . . . .	.2(4)
Auditions concurrentes. . . . .	.2(4.1), (4.2), (4.3)
Deux membres nommés à l'audition des demandes. . . . .	.2(5)
Pouvoir de la Commission de réexaminer une demande. . . . .	.2(6)
Abrogé. . . . .	.2(7)
Pouvoirs de la Commission visant les transporteurs routiers. . . . .	.2(8)
Abrogé. . . . .	.2.1
Permis visant les autobus publics. . . . .	.3(1)
Pouvoir de la Commission d'imposer les conditions. . . . .	.3(2)
Demande d'un permis. . . . .	.4(1)
Publication de l'avis d'audition du permis. . . . .	.4(2)
Opposition à la demande. . . . .	.4(3)
Dépôt et signification des motifs d'opposition. . . . .	.4(4)
Facteurs à considérer visant l'action d'un permis. . . . .	.4(5)
Ordonnance de la Commission visant un permis. . . . .	.4(6)
Parties à une audition. . . . .	.4(7)
Pouvoirs de la Commission lors de l'audition. . . . .	.4(8)

Powers of Board on application. . . . .	4(9)	Pouvoirs de la Commission visant une demande. . . . .	4(9)
Public motor carrier service during emergency. . . . .	4.1	Service public de transports routiers en cas d'urgence. . . . .	4.1
Minimum service requirements. . . . .	4.2	Exigences de service minimum. . . . .	4.2
Repealed. . . . .	4.3	Abrogé. . . . .	4.3
Repealed. . . . .	4.4	Abrogé. . . . .	4.4
Corridor operation. . . . .	4.5	Couloir routier des opérations. . . . .	4.5
Costs. . . . .	5	Dépens. . . . .	5
Insurance requirements for licensed motor carrier. . . . .	6	Exigences d'assurance pour les transporteurs titulaires de permis. . . . .	6
Cancellation of licence for non-user. . . . .	7(1)	Permis annulé à moins d'être utilisé. . . . .	7(1)
Suspension and revocation or alteration of licence. . . . .	7(2)	Suspension, révocation et modification d'un permis. . . . .	7(2)
Reasonable time to provide proper service. . . . .	7(3)	Délai raisonnable pour assurer un service convenable. . . . .	7(3)
Notice of board respecting expansion of route. . . . .	7(4)	Avis visant le prolongement du service. . . . .	7(4)
		Pouvoirs de la Commission en cas de défaut de demander un nouveau permis. . . . .	7(4.1)
Powers of Board where no application for new licence. . . . .	7(4.1)	Le transporteur doit fournir des renseignements. . . . .	7(5)
Duty of motor carrier to furnish information. . . . .	7(5)	Interruption d'un service public. . . . .	8
Discontinuance of public service. . . . .	8	Cessation de l'exploitation sur une route. . . . .	9
Power to discontinue operations on highway. . . . .	9	Vente, transfert d'une entreprise ou d'un permis. . . . .	10
Change of ownership of business or licence. . . . .	10	Devoir de faire une déclaration sur la propriété. . . . .	11
Duty of motor carrier to expose ownership. . . . .	11	Permis d'exploiteur. . . . .	12
Licence of operator. . . . .	12	Ententes réciproques. . . . .	12.1
Reciprocal agreements. . . . .	12.1	Permis doit être en possession directe ou facilement accessible. . . . .	12.2
Licence must be in operator's possession or readily accessible. . . . .	12.2	Pouvoirs d'un agent de la paix d'arrêter et fouiller un véhicule à moteur. . . . .	12.3(1)
Power of peace officer to stop and search vehicle. . . . .	12.3(1)	Devoir d'une personne exploitant un véhicule à moteur. . . . .	12.3(2)
Duty of operator of vehicle. . . . .	12.3(2)	Pouvoirs d'un agent de la paix d'arrêter et fouiller un véhicule à moteur. . . . .	12.3(3)
Power of peace officer to stop and search vehicle. . . . .	12.3(3)	Pouvoirs de saisir le véhicule et son contenu. . . . .	12.3(4)
Power to seize vehicle and contents. . . . .	12.3(4)	Motifs raisonnables. . . . .	12.3(5)
Deemed reasonable grounds. . . . .	12.3(5)	Cas où la Loi ne s'applique pas. . . . .	13(1), (1.1), (1.2)
Exemption from Act. . . . .	13(1), (1.1), (1.2)	Ordonnance déclarant une zone interdite. . . . .	13(2)
Order of Board establishing exempt area. . . . .	13(2)	Révocation de l'ordonnance. . . . .	13(3)
Rescission of order establishing exempt area. . . . .	13(3)	Pouvoirs visant les cas de non application. . . . .	13(4)
Power of Board respecting exemptions. . . . .	13(4)	Arrêté municipal. . . . .	14(1)
Municipal by-laws. . . . .	14(1)	Le conseil interurbain et la zone interurbaine. . . . .	14(2)
Power of inter-urban council respecting inter-urban area. . . . .	14(2)	Compétence de la municipalité. . . . .	14(3)
Jurisdiction of municipality. . . . .	14(3)	Suspension de l'application de l'article 14(2). . . . .	14(4)
Power of cabinet to suspend application of subsection 14(2). . . . .	14(4)	Stationnement des véhicules à moteur. . . . .	15
Parking spaces for motor carriers. . . . .	15	Application des articles 14 et 15 aux communautés rurales. . . . .	15.1
Application of sections 14 and 15 to rural communities. . . . .	15.1	Abrogé. . . . .	16
Repealed. . . . .	16	Règlements de la Commission. . . . .	17
Regulations of Board. . . . .	17	Règlements pour établir les politiques et règles de la Commission. . . . .	17.1
Regulations to establish policies and rules of Board. . . . .	17.1	Ordonnances et décisions de la Commission. . . . .	18
Effective date of order or decision of Board. . . . .	18	Appel. . . . .	19
Appeal. . . . .	19	Infractions et peines. . . . .	20
Offences and penalties. . . . .	20	Abrogé. . . . .	21
Repealed. . . . .	21	Transporteur routier titulaire d'un permis est réputé être un service d'utilité publique. . . . .	22
Licensed motor carrier deemed public utility. . . . .	22	Application de la Loi sur les véhicules à moteur. . . . .	23
Application of the <i>Motor Vehicle Act</i> . . . . .	23		

## 1 In this Act

“Board” means the New Brunswick Energy and Utilities Board continued under the *Energy and Utilities Board Act*;

“commodity” Repealed: 1994, c.86, s.1.

“licence” means a licence granted to a motor carrier under this Act;

“licensed motor carrier” means a motor carrier to whom a licence has been granted under this Act by the Board;

“Minister” means the Minister of Transportation;

“motor carrier” means a person that operates or causes to be operated in the Province a public motor bus;

“motor vehicle” includes any attached trailer;

“motor vehicle used for van pool purposes” means a motor vehicle

(a) with a seating capacity of not more than fifteen persons;

(b) that is used to transport no more than fifteen commuters including the driver, none of whom pays for transportation more frequently than on a weekly basis;

(c) that is not used to transport commuters for more than one round trip per day; and

(d) the owner or lessee of which, unless he is the employer of a majority of the commuters transported in the vehicle, does not own or lease another such vehicle;

“owner” means the person in whose name a motor vehicle is registered, and includes a lessee where a lease agreement has been approved by the Board;

“peace officer” means a peace officer as defined in the *Motor Vehicle Act*;

“public motor bus” means a motor vehicle operated upon a highway by or on behalf of a person who carries on the business of transporting passengers, or passengers and freight for gain;

“public motor truck” Repealed: 1994, c.86, s.1.

## 1 Dans la présente loi

« agent de la paix » désigne un agent de la paix selon la définition qu’en donne la *Loi sur les véhicules à moteur*;

« autobus public » désigne un véhicule à moteur exploité sur une route par une personne ou pour le compte d’une personne exerçant le commerce de transport soit de passagers, soit de passagers et de marchandises moyennant rémunération;

« camion public » Abrogé : 1994, c.86, art.1.

« Commission » désigne la Commission de l’énergie et des services publics prorogée par la *Loi sur la Commission de l’énergie et des services publics*;

« marchandise » Abrogé : 1994, c.86, art.1.

« Ministre » désigne le ministre des Transports;

« permis » désigne un permis accordé à un transporteur routier en application de la présente loi;

« propriétaire » désigne la personne au nom de laquelle un véhicule à moteur est immatriculé et s’entend également d’un locataire lorsqu’un contrat de bail a été approuvé par la Commission;

« règlements » désigne les règles, règlements et instructions générales établis par la Commission, en application de la présente loi;

« secrétaire » Abrogé : 2006, c.E-9.18, art.99.

« taxi » désigne un véhicule à moteur de six places au plus, à part le conducteur, utilisé pour le transport d’individus moyennant rémunération;

« transporteur routier » désigne une personne qui exploite ou fait exploiter dans la province un autobus public;

« transporteur routier titulaire d’un permis » désigne un transporteur routier détenteur d’un permis accordé par la Commission en application de la présente loi;

« véhicule à moteur » comprend toute remorque attachée à un véhicule à moteur;

« véhicule à moteur utilisé en vue du transport en commun en wagnonnette » désigne un véhicule à moteur

a) de quinze places au plus;

“regulations” means the rules and regulations and general orders made under this Act by the Board;

“Secretary” Repealed: 2006, c.E-9.18, s.99.

“taxicab” means a motor vehicle having a seating capacity of not more than six persons, exclusive of the driver, used in the transportation of individuals for gain.

1957, c.12, s.1; 1959, c.30, s.1; 1963(2nd Sess.), c.28, s.1; O.C.64-312; 1965, c.28, s.1; 1972, c.46, s.1; 1973, c.58, s.1; 1978, c.D-11.2, s.25; 1981, c.47, s.1; 1987, c.6, s.64; 1994, c.86, s.1; 1998, c.20, s.1; 2000, c.26, s.192; 2006, c.E-9.18, s.99; 2007, c.71, s.1.

2(1) Repealed: 1994, c.86, s.2.

2(2) Repealed: 1994, c.86, s.2.

2(3) Between meetings of the Board, the Chairperson of the Board, or in the absence of the Chairperson or the inability of the Chairperson to act, the Vice-Chairperson, may do any of the things that the Board is authorized to do under this Act, but an order or decision of the Chairperson or Vice-Chairperson made under this subsection shall be effective only until the next ensuing meeting of the Board, except as provided in section 4.1.

2(4) Repealed: 1994, c.86, s.2.

2(4.1) Subject to the prior approval of and any terms or conditions specified by the Minister, the Board or any member or members thereof appointed for such purpose by the Chairperson of the Board may participate in concurrent hearings with authorities constituted under the laws of other jurisdictions, whether such hearings are held inside or outside of the Province.

2(4.2) Where the Chairperson of the Board so directs, any hearing required to be held under this Act may be conducted as a concurrent hearing referred to in subsection (4.1).

2(4.3) Notwithstanding any provision of this Act, but subject to any terms or conditions specified by the Minister, where a hearing under this Act is conducted as a concurrent hearing, the member or members of the Board participating in the hearing

b) qui est utilisé pour le transport de quinze navetteurs au plus, le conducteur y compris, qui ne paient pas leur transport plus fréquemment que sur une base hebdomadaire;

c) qui n'est utilisé à transporter des navetteurs que pour un seul voyage aller et retour par jour; et

d) dont le propriétaire ou le locataire, à moins qu'il ne soit l'employeur de la majorité des navetteurs transportés dans le véhicule, ne possède ni ne loue aucun autre véhicule;

1957, c.12, art.1; 1959, c.30, art.1; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.1; D.C.64-312; 1965, c.28, art.1; 1972, c.46, art.1; 1973, c.58, art.1; 1978, c.D-11.2, art.25; 1981, c.47, art.1; 1987, c.6, art.64; 1994, c.86, art.1; 1998, c.20, art.1; 2000, c.26, art.192; 2006, c.E-9.18, art.99; 2007, c.71, art.1.

2(1) Abrogé : 1994, c.86, art.2.

2(2) Abrogé : 1994, c.86, art.2.

2(3) Dans l'intervalle des réunions de la Commission, le président, ou s'il est absent ou dans l'incapacité d'agir, le vice-président, peut faire tout ce que la Commission est autorisée à faire en application de la présente loi, mais sous réserve de l'article 4.1, aucune ordonnance ou décision prise par le président ou le secrétaire en application du présent paragraphe ne prend effet avant la réunion suivante de la Commission.

2(4) Abrogé : 1994, c.86, art.2.

2(4.1) Sous réserve de l'approbation préalable du Ministre et de toutes conditions fixées par celui-ci, la Commission ou l'un ou des membres de celle-ci nommés à cette fin par le président de la Commission, peuvent participer à des auditions concurrentes avec des organismes constitués en vertu de lois d'autres autorités législatives, que ces auditions soient tenues à l'intérieur ou à l'extérieur des limites de la province.

2(4.2) Lorsque le président de la Commission l'ordonne, toute audition dont la présente loi exige la tenue peut se tenir en audition concurrente comme le prévoit le paragraphe (4.1).

2(4.3) Nonobstant toute disposition de la présente loi, mais sous réserve des conditions fixées par le Ministre, lorsqu'une audition en vertu de la présente loi est tenue à titre d'audition concurrente, le ou les membres de la Commission participant à l'audition

(a) shall be deemed to be the Board and to have all the authority, powers and immunities of the Board in respect of all matters considered at the hearing, and

(b) shall deliver a decision that is separate from the decisions delivered by the other authorities.

**2(5)** The Chairperson of the Board may appoint two members of the Board to hear applications under this Act at any place in the Province and for that purpose the members so appointed may do any of the things that the Board is authorized to do under this Act, but any order or decision of these members is subject to approval of the Board.

**2(6)** Where an applicant or the Board is not satisfied with an order or decision made by two members of the Board under the authority of subsection (5), the application may be reviewed before the Board, at the request of the applicant or the Board.

**2(7)** Repealed: 1994, c.86, s.2.

**2(8)** Without limiting any powers, duties, authority or jurisdiction conferred or imposed by this Act, all powers, duties, authority and jurisdiction as are vested in the New Brunswick Energy and Utilities Board over public utilities are hereby vested in the Board over motor carriers, except as otherwise specifically provided in this Act.

1957, c.12, s.2; 1960, c.50, s.1; 1960-61, c.56, s.1; 1963 (2nd Sess.), c.28, s.2, 3, 4; 1981, c.47, s.2; 1985, c.60, s.1; 1994, c.86, s.2; 1998, c.20, s.2; 2006, c.E-9.18, s.99.

**2.1** Repealed: 1994, c.86, s.3.

1981, c.47, s.3; 1994, c.86, s.3.

**3(1)** The Board may grant to any person a licence to operate or cause to be operated public motor buses over specified routes or in respect of specified points or geographic areas or generally throughout the Province, either as a regular service or an irregular service.

**3(1.1)** Repealed: 1994, c.86, s.4.

a) sont présumés constituer la Commission et ont tous les pouvoirs, attributions et immunités de la Commission à l'égard de toute affaire prise en considération lors de l'audition, et

b) doivent rendre une décision distincte des décisions rendues par les autres organismes.

**2(5)** Le président de la Commission peut nommer deux membres de la Commission pour procéder, n'importe où dans la province, à l'audition des demandes faites en application de la présente loi et, à cette fin, les membres ainsi nommés peuvent faire tout ce que la Commission est autorisée à faire en application de la présente loi, mais toute ordonnance ou décision de ces membres est subordonnée à l'approbation de la Commission.

**2(6)** Lorsqu'un requérant ou la Commission ne sont pas satisfaits d'une ordonnance ou d'une décision rendue par deux membres de la Commission en application du paragraphe (5), la demande peut être réexaminée devant la Commission, à la requête du requérant ou de la Commission.

**2(7)** Abrogé : 1994, c.86, art.2.

**2(8)** Sans limiter les pouvoirs, les fonctions, l'autorité ou la compétence que confère ou impose la présente loi, les pouvoirs, les fonctions, l'autorité et la compétence acquis à la Commission de l'énergie et des services publics en ce qui concerne les services d'utilité publique sont, à la faveur de la présente loi, acquis à la Commission en ce qui concerne les transporteurs routiers, sauf disposition contraire expresse de la présente loi.

1957, c.12, art.2; 1960, c.50, art.1; 1960-61, c.56, art.1; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.2, 3, 4; 1981, c.47, art.2; 1985, c.60, art.1; 1994, c.86, art.2; 1998, c.20, art.2; 2006, c.E-9.18, art.99.

**2.1** Abrogé : 1994, c.86, art.3.

1981, c.47, art.3; 1994, c.86, art.3.

**3(1)** La Commission peut accorder à toute personne un permis pour exploiter ou faire exploiter des autobus publics sur des itinéraires spécifiés ou concernant des points ou des régions géographiques spécifiés ou encore dans toute la province; ces services peuvent être réguliers ou irréguliers.

**3(1.1)** Abrogé : 1994, c.86, art.4.

**3(2)** In granting any licence under this Act, the Board may

- (a) Repealed: 1994, c.86, s.4.
- (b) impose such conditions as it considers necessary, and
- (c) require the licensee to provide security for the licence in such amount as it determines.

1957, c.12, s.3; 1959, c.30, s.2; 1960-61, c.56, s.2; 1963 (2nd Sess.), c.28, s.5; 1985, c.60, s.2; 1994, c.86, s.4; 1998, c.20, s.3.

**4(1)** Any person wishing to obtain a licence referred to in section 3, or to obtain the granting of an application referred to in section 10, shall file with the Board an application in writing, in such form and containing such information as prescribed by the Board.

**4(2)** Upon the filing of an application in compliance with subsection (1),

- (a) the Board shall set a time at which it will hold a meeting to consider the application, such time to be not later than seventy-five days after the date of the filing of the application, and
- (b) the applicant shall publish notice of the application in the form prescribed by the Board once in *The Royal Gazette* at least twenty-one days before the time set under paragraph (a).

**4(3)** Any person who wishes to oppose an application filed under subsection (1) shall

- (a) file with the Board a notice of objection to the application at least seven days prior to the date set under paragraph (2)(a),
- (b) serve the applicant with a copy of the notice of objection filed with the Board
  - (i) by personal service at least seven days prior to the date set under paragraph (2)(a), or
  - (ii) by prepaid registered mail, at the address shown on the application, posted at least ten days prior to the date set under paragraph (2)(a), and

**3(2)** En accordant tout permis en vertu de la présente loi, la Commission peut

- a) Abrogé : 1994, c.86, art.4.
- b) imposer les conditions qu'elle estime nécessaires, et
- c) requérir qu'un titulaire de permis fournisse une garantie pour le permis au montant qu'elle détermine.

1957, c.12, art.3; 1959, c.30, art.2; 1960-61, c.56, art.2; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.5; 1985, c.60, art.2; 1994, c.86, art.4; 1998, c.20, art.3.

**4(1)** Toute personne désirant obtenir un permis mentionné à l'article 3 ou désirant obtenir l'accord d'une demande mentionnée à l'article 10 doit déposer auprès de la Commission une demande écrite, en la forme prescrite par la Commission et contenant les renseignements prescrits par la Commission.

**4(2)** Après le dépôt d'une demande conformément au paragraphe (1),

- a) la Commission doit fixer le moment où elle devra se réunir afin d'étudier la demande, le moment de cette réunion devant être tenue au plus tard le soixante-quinzième jour de la date du dépôt de la demande, et
- b) le requérant doit publier un avis de la demande en la forme prescrite par la Commission une fois dans la *Gazette royale* vingt et un jours au moins avant le moment fixé en vertu de l'alinéa a).

**4(3)** Toute personne qui désire faire opposition à la demande déposée en vertu du paragraphe (1) doit

- a) déposer auprès de la Commission un avis d'opposition à la demande au moins sept jours avant le moment fixé en vertu de l'alinéa (2)a),
- b) signifier au requérant copie de l'avis d'opposition déposée auprès de la Commission
  - (i) par signification à personne au moins sept jours avant le moment fixé en vertu de l'alinéa (2)a), ou
  - (ii) par lettre recommandée affranchie, à l'adresse indiquée dans la demande et déposée à la poste au moins dix jours avant le moment fixé en vertu de l'alinéa (2)a), et

(c) file with the Board a written statement of objection setting out in full the reasons why the application should be denied, together with any relevant documentary evidence, at least one day prior to the date set under paragraph (2)(a).

4(4) A written statement of objection filed with the Board under paragraph (3)(c) shall be considered by the Board at the time set under paragraph (2)(a) and, if the Board determines that the objection does not establish a *prima facie* case that the granting of the application would likely be detrimental to the interests of the users of public transportation services, to provincial economic or social development, or to intraprovincial, interprovincial or international commerce, it shall immediately dismiss the objection and immediately notify in writing the person who filed the objection of such dismissal.

4(5) The Board shall grant an application at the meeting referred to in paragraph (2)(a), if

(a) no objection has been filed with the Board and served on the applicant in accordance with subsection (3),

(b) all objections under subsection (3) have been dismissed pursuant to subsection (4), or

(c) all objections under subsection (3) have been withdrawn

and, in the opinion of the Board, there are no sufficient and probable grounds to believe that the granting of the application would likely be detrimental to the interests of the users of public transportation services, to provincial economic or social development, or to intraprovincial, interprovincial or international commerce.

4(6) Where the Board does not grant an application under subsection (5), it shall immediately

(a) set a time and place for the hearing of the application, such time to be not later than forty days after the date of the meeting, unless a later date is requested by the applicant, and

(b) notify in writing all parties to the hearing of such time and place.

4(7) The parties to a hearing are

c) déposer auprès de la Commission une opposition, par écrit, énonçant tous les motifs pour lesquels la demande devrait être refusée, accompagnée de toute preuve documentaire pertinente, au moins un jour avant le moment fixé en vertu de l'alinéa (2)a).

4(4) Une opposition déposée par écrit auprès de la Commission en vertu de l'alinéa (3)c) doit être étudiée par la Commission au moment fixé en vertu de l'alinéa (2)a), et si celle-ci détermine que l'opposition ne démontre pas à sa face même que l'accord de la demande serait donné au détriment des intérêts des usagers des services des transports publics, du développement provincial économique et social, ou encore au détriment du commerce extraprovincial, interprovincial ou international, la Commission doit immédiatement rejeter l'opposition et aviser immédiatement par écrit du rejet de l'opposition la personne qui a déposé l'opposition.

4(5) La Commission doit accorder la demande lors de la réunion mentionnée à l'alinéa (2)a)

a) lorsqu'aucune opposition n'a été déposée auprès de la Commission et signifiée au requérant conformément au paragraphe (3),

b) lorsque toutes les oppositions reçues en vertu du paragraphe (3) ont été rejetées aux termes du paragraphe (4), ou

c) lorsque toutes les oppositions en vertu du paragraphe (3) ont été retirées

et, si de l'avis de la Commission il n'existe pas de motifs suffisants et probables de croire que l'accord de la demande serait donné au détriment des intérêts des usagers des services de transports publics, au développement provincial économique et social ou encore au détriment du commerce intraprovincial, interprovincial ou international.

4(6) Lorsque la Commission n'accorde pas la demande en vertu du paragraphe (5), elle doit immédiatement

a) fixer les temps et lieu pour l'audition de la demande qui doit être tenue au plus tard le quarantième jour suivant la réunion, sauf si une date ultérieure est demandée par le requérant, et

b) aviser par écrit des temps et lieu de l'audition toutes les parties à l'audition.

4(7) Les parties à une audition sont

- (a) the applicant,
- (b) any person who has submitted an objection which has been found to establish a *prima facie* case against the application,
- (c) any other persons with a *bona fide* interest in the application as determined by the Board.

**4(8)** In conducting a hearing, the Board

- (a) has all the powers of a Commissioner under the *Inquiries Act*, and
- (b) shall give all parties full opportunity to present evidence and make representations, in person or by counsel or agent.

**4(9)** After consideration of the evidence and submissions presented at a hearing, the Board shall grant the application unless it appears, on a balance of probabilities, that the granting of the application would likely be detrimental to the interests of the users of public transportation services, to provincial economic or social development, or to intraprovincial, interprovincial, or international commerce.

**4(10)** Within thirty days after the closing of the record of a hearing, the Board shall deliver its decision in writing to each of the parties to the hearing.

**4(11)** When making a decision in respect of the granting of an application under subsection (4), (5) or (9), the Board shall consider all criteria relating to the granting of applications prescribed by regulation under section 17.1.

1957, c.12, s.4; 1959, c.30, s.3, 4, 5, 6; 1960, c.50, s.2; 1960-61, c.56, s.3, 4, 5, 6; 1963(2nd Sess.), c.28, s.6; 1971, c.46, s.2; 1973, c.58, s.2; 1981, c.47, s.4; 1983, c.7, s.14; 1985, c.60, s.3; 1998, c.20, s.4.

**4.1** In cases of extreme necessity or emergency,

- (a) the Board or the Chairman, or
- (b) any other person designated by the Board with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, subject to such limitations as are imposed by the Board,

- a) le requérant,
- b) toute personne qui a soumis une opposition jugée comme démontrant à sa face même qu'elle est bien fondée à l'encontre de la demande,
- c) et toutes autres personnes ayant un intérêt véritable dans la demande tel que déterminé par la Commission.

**4(8)** Lors de la tenue de l'audition, la Commission

- a) a tous les pouvoirs d'un commissaire en vertu de la *Loi sur les enquêtes*, et
- b) doit donner à toutes les parties l'entière opportunité de présenter leurs moyens de preuve et de faire des représentations, personnellement ou par l'intermédiaire d'un avocat ou d'un représentant.

**4(9)** Après étude de la preuve et des soumissions présentées lors de l'audition, la Commission doit accorder la demande sauf lorsqu'il a été démontré sur la balance des probabilités que l'accord d'un permis serait donné au détriment des intérêts des usagers des services de transport public, du développement provincial économique et social, ou encore au détriment du commerce intraprovincial, interprovincial ou international.

**4(10)** Dans les trente jours qui suivent la date où le dossier d'audition est complété, la Commission doit transmettre sa décision par écrit à chacune des parties à l'audition.

**4(11)** Lors de la prise d'une décision concernant l'accord d'un permis en vertu du paragraphe (4), (5) ou (9), la Commission doit prendre en considération tous les critères prescrits par règlement se rapportant à l'accord d'un permis en vertu de l'article 17.1.

1957, c.12, art.4; 1959, c.30, art.3, 4, 5, 6; 1960, c.50, art.2; 1960-61, c.56, art.3, 4, 5, 6; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.6; 1971, c.46, art.2; 1973, c.58, art.2; 1981, c.47, art.4; 1983, c.7, art.14; 1985, c.60, art.3; 1998, c.20, art.4.

**4.1** Dans les cas de nécessité ou d'urgence extrême,

- a) la Commission ou le président, ou
- b) toute autre personne désignée par la Commission avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sous réserve des limites telles qu'imposées par la Commission,

may, in his or its discretion, grant authority to any person to operate a public motor carrier service in the Province for a period not exceeding thirty days, subject to such conditions as the grantor may impose.

1985, c.60, s.4; 1994, c.86, s.5.

**4.2(1)** The Board, upon the application of any licensed motor carrier or of its own motion and upon publication of the time and place of the hearing thereof as the Board directs, may, after the hearing, designate minimum service requirements in respect of any point, points or geographic areas within the Province.

**4.2(2)** Repealed: 1994, c.86, s.6.

**4.2(3)** Repealed: 1994, c.86, s.6.

**4.2(4)** Repealed: 1994, c.86, s.6.

1985, c.60, s.4; 1994, c.86, s.6.

**4.3** Repealed: 1994, c.86, s.7.

1985, c.60, s.4; 1994, c.86, s.7.

**4.4** Repealed: 1994, c.86, s.6.

1985, c.60, s.4; 1994, c.86, s.8.

**4.5** Notwithstanding any other provision of this Act, the Board shall, upon application, grant any person a licence to operate public motor buses through the Province as a corridor operation.

1985, c.60, s.4; 1994, c.86, s.9.

**5(1)** The Board may on any application to it award costs against an applicant, or any person having given notice of his intention to appear on the hearing of an application in opposition thereto, who does not appear at the time set for the hearing and fails to seek postponement of the hearing.

**5(2)** The Lieutenant-Governor in Council may prescribe a table of costs with which costs awarded under subsection (1) shall be in accord.

**5(3)** The costs may be taxed by the Registrar of The Court of Queen's Bench of New Brunswick and recovered by action in any court of competent jurisdiction.

1973, c.58, s.3; 1979, c.41, s.84.

peut à sa discrétion accorder à toute personne le pouvoir d'exploiter un service public de transports routiers dans la province pendant trente jours au plus, sous réserve des conditions pouvant être imposées par celui qui accorde le pouvoir.

1985, c.60, art.4; 1994, c.86, art.5.

**4.2(1)** Sur demande d'un transporteur routier titulaire d'un permis, ou de sa propre initiative et après publication des temps et lieu de l'audition de la demande de la manière indiquée par la Commission, celle-ci peut après l'audition désigner les exigences de service minimum concernant tout point ou points ou régions géographiques à l'intérieur de la province.

**4.2(2)** Abrogé : 1994, c.86, art.6.

**4.2(3)** Abrogé : 1994, c.86, art.6.

**4.2(4)** Abrogé : 1994, c.86, art.6.

1985, c.60, art.4; 1994, c.86, art.6.

**4.3** Abrogé : 1994, c.86, art.7.

1985, c.60, art.4; 1994, c.86, art.7.

**4.4** Abrogé : 1994, c.86, art.8.

1985, c.60, art.4; 1994, c.86, art.8.

**4.5** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la Commission peut, à la suite d'une demande, accorder à toute personne un permis pour exploiter des autobus publics à travers la province en tant que partie de couloir routier des opérations.

1985, c.60, art.4; 1994, c.86, art.9.

**5(1)** La Commission peut, sur demande qui lui est faite, condamner aux dépens un requérant ou toute personne ayant donné avis de son intention de comparaître et de faire opposition lors de l'audition d'une demande, qui ne comparaît pas à l'heure fixée pour l'audience et néglige de demander un ajournement de l'audience.

**5(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire un tarif des dépens et les dépens alloués en application du paragraphe (1) doivent être conformes à ce tarif.

**5(3)** Les dépens peuvent être taxés par le registraire de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et recouvrés par une action devant tout tribunal compétent.

1973, c.58, art.3; 1979, c.41, art.84.

6(1) No licence shall be issued to a motor carrier unless there is filed with the Board a certificate of insurance of an insurance company or association authorized to transact business in the Province, in a form satisfactory to the Board, that certifies that the insurance requirements prescribed by regulation have been satisfied.

6(2) Repealed: 1994, c.86, s.10.

6(3) Where an insurer has filed a certificate of insurance in accordance with subsection (1), the insurer shall at least fourteen days before the cancellation, expiry, or change of limits of such certificate, notify the Board of the cancellation, expiry, or change of limits, and in the absence of such notice the certificate of insurance remains in full force and effect.

1957, c.12, s.5; 1959, c.30, s.7, 8, 9, 10; O.C.64-312; 1978, c.D-11.2, s.25; 1994, c.86, s.10.

7(1) Unless exercised within a period of thirty days from its issue, or within such further period as the Board may allow, a licence may in the discretion of the Board be cancelled, and any rights and privileges conferred thereby shall cease and determine.

7(2) The Board may at any time review and for good cause suspend any licence, and, after giving no less than ten days notice to the holder and allowing him an opportunity to be heard, may revoke, alter or amend any licence.

7(3) Where the Board finds that a licensed motor carrier is not furnishing proper service in accordance with its licence, such motor carrier shall be given a reasonable time, not less than twenty days, to furnish such service before its licence is cancelled or revoked, or a licence granted to some other motor carrier for such route.

7(4) Where the Board decides that the service provided by a motor carrier should be expanded to provide increased frequency of service or additional points to be serviced, it may notify the motor carrier to apply within thirty days for a new licence which would include the present service and its proposed expansion.

7(4.1) Where a motor carrier fails to apply for a new licence under subsection (4), the Board

6(1) Aucun permis ne peut être délivré à un transporteur routier à moins que celui-ci n'ait déposé à la Commission un certificat d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance ou d'une association autorisée à faire le commerce d'assurance dans la province; ce certificat doit être selon la forme que la Commission juge satisfaisante et attester que les exigences d'assurance prescrites par règlement ont été satisfaites.

6(2) Abrogé : 1994, c.86, art.10.

6(3) Lorsqu'un assureur a délivré un certificat d'assurance conformément au paragraphe (1), il doit, quatorze jours au moins avant l'annulation, l'expiration ou le changement des termes de ce certificat, donner avis à la Commission de l'annulation de l'expiration ou du changement des termes, sinon le certificat d'assurance conserve entièrement sa validité et son effet.

1957, c.12, art.5; 1959, c.30, art.7, 8, 9, 10; D.C.64-312; 1978, c.D-11.2, art.25; 1994, c.86, art.10.

7(1) À moins d'être utilisé dans les trente jours de sa délivrance ou, le cas échéant dans le délai supplémentaire accordé par la Commission, un permis peut être annulé au gré de la Commission et, en ce cas, les droits et privilèges qu'il confère prennent fin.

7(2) La Commission peut à tout moment réexaminer et, pour un juste motif, suspendre un permis et, sur préavis d'au moins dix jours au détenteur, en lui donnant la possibilité d'être entendu à ce sujet, elle peut révoquer, changer ou modifier tout permis.

7(3) Lorsque la Commission conclut qu'un transporteur routier titulaire d'un permis n'assure pas un service convenable conformément à son permis, elle doit lui accorder un délai raisonnable, d'au moins vingt jours, pour assurer ce service avant d'annuler ou de révoquer son permis ou d'accorder un permis à un autre transporteur routier pour cet itinéraire.

7(4) Lorsque la Commission décide que le service fourni par un transporteur routier devrait être élargi afin de fournir une fréquence plus élevée de service ou des points additionnels de service, elle peut aviser le transporteur routier de présenter une demande dans les trente jours pour un nouveau permis lequel devrait inclure le service actuel et l'élargissement proposé du service.

7(4.1) Lorsque le transporteur routier fait défaut de présenter une demande pour un nouveau permis en vertu du paragraphe (4), la Commission

(a) may consider applications from other motor carriers and grant a licence in respect of the present service and its proposed expansion, and

(b) may cancel the licence currently in force in respect of the present service.

**7(5)** The Board may require a motor carrier to furnish such information as it prescribes relating to the operations of its motor carrier service.

1957, c.12, s.7; 1959, c.30, s.12; 1985, c.60, s.5.

**8** Except as provided in section 9 no licensed motor carrier shall abandon or discontinue any public motor bus service comprised within its licence without an order of the Board which shall be granted only after a hearing upon such notice as the Board may direct.

1957, c.12, s.8; 1963(2nd Sess.), c.28, s.7; 1994, c.86, s.11.

**9** Where conditions are such that, in the opinion of the Minister, a highway is being or would be damaged by the operation of a public motor bus, the Minister may order an immediate discontinuance of operation on such highway until further order.

1957, c.12, s.9; 1980, c.33, s.1; 1994, c.86, s.12.

**10(1)** No licensed motor carrier shall sell, lease, transfer, delegate or assign its motor carrier business or its licence or any right thereunder to another person, or enter into a consolidation or merger with another person unless it files an application with the Board in accordance with section 4 and such application is granted.

**10(2)** Subsection (1) does not apply to an unincorporated licensee who becomes incorporated under the laws of any province or of Canada when such incorporation does not constitute a change in ownership or control by another interest, but notice of such incorporation shall be filed with the Board together with such other information as the Board may deem necessary.

1957, c.12, s.10; 1959, c.30, s.13; 1960, c.50, s.3; 1963(2nd Sess.), c.28, s.8; 1985, c.60, s.6.

a) peut considérer les demandes des autres transporteurs routiers et accorder un permis concernant le service actuel et l'élargissement proposé du service, et

b) peut annuler le permis présentement en vigueur concernant le service actuel.

**7(5)** La Commission peut exiger d'un transporteur routier qu'il fournisse les renseignements qu'elle prescrit en ce qui concerne le fonctionnement de son service de transports routiers.

1957, c.12, art.7; 1959, c.30, art.12; 1985, c.60, art.5.

**8** Sous réserve de l'article 9, aucun transporteur routier titulaire d'un permis ne doit abandonner ou interrompre un service d'autobus publics prévu dans son permis sans une ordonnance de la Commission qui n'est accordée qu'après une audition faisant suite à l'avis que la Commission ordonne, le cas échéant, au transporteur routier de lui donner.

1957, c.12, art.8; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.7; 1994, c.86, art.11.

**9** Lorsque les conditions sont telles que, de l'avis du Ministre, une route est ou serait endommagée par l'exploitation d'un autobus public, le Ministre peut ordonner la cessation immédiate de l'exploitation sur cette route jusqu'à nouvel ordre.

1957, c.12, art.9; 1980, c.33, art.1; 1994, c.86, art.12.

**10(1)** Aucun transporteur routier titulaire d'un permis ne doit vendre, donner à bail, transférer, déléguer ni céder son entreprise de transport routier ni son permis ni aucun droit y afférent à une autre personne, ni ne doit opérer ou consentir une fusion ou une amalgamation avec une autre personne sauf s'il a déposé une demande auprès de la Commission conformément à l'article 4 et que cette demande est accordée.

**10(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un titulaire de permis qui, n'étant pas auparavant une corporation, devient constitué en corporation aux termes des lois d'une province ou du Canada, lorsque cette constitution en corporation n'apporte aucun changement au droit de propriété ou de contrôle par d'autres intérêts, mais avis de cette constitution en corporation doit être déposé à la Commission avec tous autres renseignements qu'elle juge nécessaires, le cas échéant.

1957, c.12, art.10; 1959, c.30, art.13; 1960, c.50, art.3; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.8; 1985, c.60, art.6.

**11** The Board may require a licensed motor carrier to make full and true disclosure of the ownership and control of the business of the licensee, of subsidiary and affiliate companies, and of his interest in the business of any other licensed motor carrier.

1960, c.50, s.4.

**12** Except as provided by this Act or by an agreement entered into under section 12.1, no person shall operate a public motor bus within the Province without holding a licence from the Board authorizing such operations and then only as specified in such licence and subject to this Act and the regulations.

1957, c.12, s.11; 1980, c.33, s.2; 1994, c.86, s.13.

**12.1(1)** The Minister may enter into with any other province of Canada or any state of the United States of America a reciprocal agreement with respect to the carriage of any designated class of passenger to provide for

(a) the operation within the Province of any public motor bus without a licence under this Act, by a motor carrier licensed in another province or state to carry such class of passenger and the conditions under which it may be operated; and

(b) the operation within the other province or state, under similar terms and conditions, of a public motor bus by a motor carrier licensed under this Act,

and any motor carrier operating within the Province under the authority of such an agreement shall be deemed to be operating as if licensed under this Act.

**12.1(2)** The Lieutenant-Governor in Council may confirm any agreement of the kind referred in subsection (1) that was entered into prior to the coming into force of subsection (1), and such agreement when confirmed shall be deemed to be an agreement made under subsection (1).

1980, c.33, s.3; 1994, c.86, s.14.

**12.2** Except as otherwise provided under this Act, no person shall operate a public motor bus unless he has a copy of the motor carrier licence authorizing the operation

**11** La Commission peut exiger d'un transporteur titulaire d'un permis une déclaration complète et vraie sur la propriété et le contrôle de son entreprise, des filiales et compagnies affiliées et sur sa participation dans l'entreprise de tout autre transporteur routier titulaire d'un permis.

1960, c.50, art.4.

**12** Sauf dans les cas prévus par la présente loi ou par une entente passée en vertu de l'article 12.1, une personne ne doit pas exploiter un autobus public dans les limites de la province sans être titulaire d'un permis de la Commission l'y autorisant et, dans ce cas, elle ne doit le faire qu'aux conditions spécifiées dans ce permis et sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements.

1957, c.12, art.11; 1980, c.33, art.2; 1994, c.86, art.13.

**12.1(1)** Le Ministre peut passer une entente réciproque avec toute autre province du Canada ou tout État des États-Unis d'Amérique concernant le transport de toute catégorie désignée de passagers en vue de pourvoir

a) à l'exploitation dans les limites de la province de tout autobus public sans un permis délivré en vertu de la présente loi, par tout transporteur routier titulaire d'un permis délivré par une autre province ou par un État pour transporter telle catégorie de passagers et aux conditions imposées à cette exploitation; et

b) à l'exploitation dans les limites d'une autre province ou d'un État, sous les mêmes conditions, d'un autobus public par un transporteur routier titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi,

et tout transporteur routier qui exploite son permis dans les limites de la province sous l'égide d'une telle entente, est censé le faire comme s'il était titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

**12.1(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut confirmer toute entente du genre mentionné au paragraphe (1) qui a été conclue avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe. Une telle entente est, dès sa confirmation, censée être conclue en vertu du paragraphe (1).

1980, c.33, art.3; 1994, c.86, art.14.

**12.2** Sauf disposition contraire dans la présente loi, nul ne peut exploiter un autobus public s'il n'a une copie du permis de transporteur routier en sa possession directe ou à un endroit facilement accessible de ce véhicule.

1981, c.47, art.5; 1994, c.86, art.15.

of that vehicle in his immediate possession or in a readily accessible place in that vehicle.

1981, c.47, s.5; 1994, c.86, s.15.

**12.3(1)** Notwithstanding section 13, a peace officer may at any time require any person operating a motor vehicle that the peace officer believes on reasonable grounds is a public motor bus to stop and may search the vehicle to determine whether

(a) this Act and the regulations are being complied with; and

(b) the motor carrier licence, where one has been issued, is being complied with.

**12.3(2)** A person who is operating a motor vehicle shall, when so required by a peace officer under subsection (1),

(a) stop the vehicle for as long as the peace officer directs in order to enable the peace officer to carry out a search of the vehicle;

(b) furnish such information respecting the vehicle and contents as the peace officer requires; and

(c) produce the motor carrier licence, where one has been issued, authorizing the operation of the vehicle.

**12.3(3)** After having ordered the person operating a motor vehicle to stop, and

(a) after having determined that that vehicle cannot readily be searched in order to determine whether the operation of the vehicle complies with the motor carrier licence under which the vehicle is being operated or complies with this Act and the regulations, or

(b) where the person operating the vehicle has not complied with the requests made by the peace officer in accordance with subsection (2),

a peace officer may

(c) detain the motor vehicle and its contents, until such time as a search of the vehicle can be conducted or the information which is requested is furnished, and

(d) order the person who is operating the vehicle or any other person who has caused the vehicle to be op-

**12.3(1)** Par dérogation à l'article 13, un agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'un véhicule à moteur exploité par toute personne est un autobus public peut à tout moment exiger que cette personne s'arrête et peut fouiller le véhicule pour vérifier

a) si la présente loi et les règlements sont observés; et

b) si le permis de transporteur routier, lorsqu'il en a été délivré un, a été observé.

**12.3(2)** Une personne qui exploite un véhicule à moteur doit, lorsqu'elle en est requise par un agent de la paix en vertu du paragraphe (1),

a) arrêter le véhicule aussi longtemps que l'agent de la paix l'exige afin de lui permettre d'effectuer une fouille du véhicule;

b) fournir les renseignements relatifs au véhicule et à son contenu qu'exige l'agent de la paix; et

c) produire le permis de transporteur routier, lorsqu'il lui en a été délivré un autorisant l'exploitation du véhicule.

**12.3(3)** Après avoir ordonné à la personne qui exploite un véhicule à moteur de s'arrêter, et

a) après avoir déterminé que ce véhicule ne peut être fouillé facilement afin de vérifier si l'exploitation du véhicule est conforme à la présente loi et aux règlements ou au permis de transporteur routier en vertu duquel le véhicule est exploité, ou

b) lorsque la personne exploitant un véhicule ne s'est pas conformée aux demandes de l'agent de la paix conformément au paragraphe (2)

un agent de la paix peut

c) retenir le véhicule à moteur et son contenu jusqu'à ce que la fouille du véhicule puisse être effectuée ou jusqu'à la fourniture des renseignements requis, et

d) ordonner à la personne qui exploite le véhicule ou à toute autre personne qui a fait exploiter le véhicule

erated in the Province to take such action as the officer directs to enable him to search the vehicle.

**12.3(4)** Where a peace officer is of the opinion, upon reasonable grounds, that the operation of a motor vehicle is in violation of this Act or the regulations, the peace officer may seize the motor vehicle and its contents.

**12.3(5)** Repealed: 1994, c.86, s.16.

1981, c.47, s.5; 1994, c.86, s.16.

**13(1)** This Act does not apply to any motor vehicle

(a) Repealed: 1994, c.86, s.17.

(b) Repealed: 1994, c.86, s.17.

(c) Repealed: 1994, c.86, s.17.

(d) Repealed: 1994, c.86, s.17.

(e) while used as a taxicab,

(f) Repealed: 1994, c.86, s.17.

(g) while engaged in carrying passengers on trips to or from any train, ship, boat or airplane, where the one-way distance of any such trip does not exceed twenty-five kilometres,

(h) while engaged in the transportation of school children where such transportation is paid for by the Province and the operation of the vehicle is in compliance with the *Education Act* and the regulations thereunder, or

(h.1) that is a public motor bus being used to carry passengers and their baggage on a chartered trip from another jurisdiction over highways and to points in the Province under a charter contract made in another jurisdiction, if

(i) the point of departure and the point of final destination of the trip are in other jurisdictions, and

(ii) no passenger is picked up or dropped off within the Province.

(i) Repealed: 1994, c.86, s.17.

dans la province de prendre les mesures qu'ordonne l'agent pour lui permettre de fouiller le véhicule.

**12.3(4)** Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que l'exploitation d'un véhicule à moteur contrevient à la présente loi ou aux règlements, l'agent de la paix peut saisir le véhicule à moteur et son contenu.

**12.3(5)** Abrogé : 1994, c.86, art.16.

1981, c.47, art.5; 1994, c.86, art.16.

**13(1)** La présente loi ne s'applique pas à un véhicule à moteur

a) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

b) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

c) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

d) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

e) pendant qu'il est utilisé comme taxi,

f) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

g) pendant qu'il est utilisé au transport de passagers lors des trajets en provenance ou à destination d'un train, d'un navire ou d'un bateau ou d'avion lorsque la distance du trajet d'un aller seulement ne dépasse pas vingt-cinq kilomètres,

h) pendant qu'il sert au transport des écoliers, lorsque ce service de transport est payé par la Province et que l'exploitation du véhicule est fait conformément à la *Loi sur l'éducation* et aux règlements établis en vertu de cette loi, ou

h.1) qui est un autobus public utilisé pour le transport de passagers et de leurs bagages en voyage nolisé à partir d'un autre territoire sur les routes et vers des points de la Province en vertu d'un contrat d'affrètement conclu dans un autre territoire, lorsque

(i) le point de départ et le point de destination finale du voyage sont situés dans d'autres territoires, et

(ii) aucun passager ne peut monter ou descendre à l'intérieur de la Province.

i) Abrogé : 1994, c.86, art.17.

**13(1.1)** This Act does not apply to a motor vehicle used for van pool purposes which has a seating capacity of less than ten persons, including the driver.

**13(1.2)** This Act does not apply to a motor vehicle used for van pool purposes which has a seating capacity of ten or more persons, including the driver, if

(a) the motor vehicle is covered by insurance as prescribed by regulation, and

(b) proof of such coverage is in the immediate possession of the driver of the motor vehicle or in a readily accessible place in the vehicle.

**13(2)** The Board may establish any municipality or rural community or an area contiguous to any municipality or rural community, but not extending more than fifty-five kilometres from the boundary of the municipality or rural community, as an exempt area upon such terms and conditions as the Board in its discretion may deem necessary.

**13(3)** The Board may at any time rescind the order establishing an area under subsection (2).

**13(4)** The Board may order that the provisions of this Act shall not apply to a motor vehicle used, or being used, as a public motor bus for a specified purpose not enumerated in subsection (1), or may prescribe terms and conditions under which the provisions of this Act shall not apply to a motor carrier.

R.S., c.148, s.11; 1957, c.12, s.12; 1959, c.30, s.14, 15; 1963(2nd Sess.), c.28, s.9, 10; 1965, c.28, s.2; 1966, c.80, s.1; 1971, c.46, s.1; 1977, c.M-11.1, s.16; 1981, c.47, s.6; 1985, c.60, s.7; 1991, c.27, s.27; 1994, c.86, s.17; 1997, c.42, s.4; 1998, c.20, s.5; 2005, c.7, s.42.

**14(1)** With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the council of a municipality may make by-laws

(a) for the registration of public motor buses operating within their respective limits,

(b) for the control of traffic and the use of their roads and streets by such public motor buses,

**13(1.1)** La présente loi ne s'applique pas à un véhicule à moteur utilisé en vue du transport en commun en wagonnette, de dix places au plus, y compris le conducteur.

**13(1.2)** La présente loi ne s'applique pas à un véhicule à moteur utilisé en vue du transport en commun en wagonnette, de dix places ou plus, y compris celle du conducteur,

a) si le véhicule à moteur est assuré tel que prescrit par règlement, et

b) si l'attestation d'une telle assurance est en la possession directe du conducteur du véhicule à moteur ou se trouve à un endroit facilement accessible du véhicule.

**13(2)** La commission peut déclarer zone exempte aux conditions qu'elle juge nécessaires, toute municipalité ou toute communauté rurale, ou une zone contiguë à une municipalité ou une communauté rurale, mais ne s'étendant pas à plus de cinquante-cinq kilomètres de la limite de la municipalité ou de la communauté rurale.

**13(3)** La Commission peut, à tout moment révoquer l'ordonnance établissant une zone en application du paragraphe (2).

**13(4)** La Commission peut ordonner que les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à un véhicule à moteur utilisé ou actuellement en service comme autobus public à une fin autre que celles mentionnées au paragraphe (1) ou peut prescrire les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à un transporteur routier.

S.R., c.148, art.11; 1957, c.12, art.12; 1959, c.30, art.14, 15; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.9, 10; 1965, c.28, art.2; 1966, c.80, art.1; 1971, c.46, art.1; 1977, c.M-11.1, art.16; 1981, c.47, art.6; 1985, c.60, art.7; 1991, c.27, art.27; 1994, c.86, art.17; 1997, c.42, art.4; 1998, c.20, art.5; 2005, c.7, art.42.

**14(1)** Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, les conseils municipaux peuvent prendre des arrêtés

a) concernant l'immatriculation des autobus publics exploités dans les limites de leurs territoires respectifs,

b) concernant le contrôle de la circulation et l'utilisation de leurs routes et rues par ces autobus publics,

(c) for the licensing of proprietors or owners of public motor buses to operate same within the limits of such municipality,

(d) prescribing the fees payable on such registration and licensing; fixing routes, fares and details of services, and requiring the giving of bonds or other security by the proprietors or owners of such public motor buses for the payment of any loss occasioned to persons or property by their operation,

(e) granting exclusive privileges over any agreed routes, or routes to be agreed upon, or for any agreed service, to any proprietor or owner of any such public motor bus upon the payment of such additional fees or assessments for such exclusive privileges, and generally on such terms and conditions as may be agreed upon, and

(f) providing for the imposition of penalties not exceeding fifty dollars for the violation of any such by-law or regulation.

**14(2)** In the case of an inter-urban area, the inter-urban council may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, grant such licences and exclusive privileges over the inter-urban area and generally exercise the powers and jurisdiction conferred by subsection (1).

**14(3)** Nothing contained in subsection (1) or (2), or subsection 13(2) authorizes or permits any council to interfere with any licensed motor carrier in any operations reasonably pertaining or incidental to the exercise of a licence granted to it by the Board.

**14(4)** Notwithstanding anything contained in this Act, the Lieutenant-Governor in Council may order that subsection (2) shall not apply to any inter-urban area whereupon the operation of public motor buses operating within such inter-urban area shall be as fully under the supervision and control of the Board as if subsections (1) and (2) had not been passed.

1957, c.12, s.13; 1963(2nd Sess.), c.28, s.11; 1966, c.80, s.2; 1994, c.86, s.18; 1998, c.20, s.6.

**15** It is the duty of the council of every municipality to designate reasonable locations on the public streets for the accommodation of motor vehicles operated by a licensed

c) concernant la délivrance, aux propriétaires d'autobus publics, de permis d'exploitation d'autobus publics sur le territoire de leur municipalité,

d) prescrivant les droits à payer pour l'immatriculation et le permis; fixant les itinéraires, les tarifs et les conditions des services et exigeant des propriétaires d'autobus publics qu'ils fournissent des cautionnements ou autres garanties d'indemnisation de tout préjudice ou toute perte subis par des personnes du fait de leur activité,

e) accordant, sur des itinéraires convenus ou qui doivent l'être, ou pour un service convenu, des monopoles à un propriétaire d'autobus public, moyennant paiement des droits ou taxes supplémentaires qui sont, le cas échéant, convenus pour l'attribution de ces monopoles et, d'une façon générale, aux conditions qui sont, le cas échéant, convenues, et

f) prévoyant des peines pécuniaires n'excédant pas cinquante dollars pour toute violation de ces arrêtés ou règlements.

**14(2)** Dans le cas d'une zone interurbaine, le conseil interurbain peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, accorder les permis et monopoles pour la zone interurbaine, et exercer d'une façon générale tous les pouvoirs et toute la compétence que confère le paragraphe (1).

**14(3)** Aucune disposition des paragraphes (1) ou (2) ou du paragraphe 13(2) ne permet à un conseil, ni ne l'autorise, de gêner les opérations d'un transporteur routier titulaire d'un permis qui lui a été accordé par la Commission lorsque ces opérations sont raisonnablement faites en exécution directe ou indirecte des clauses du permis.

**14(4)** Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les dispositions du paragraphe (2) ne s'appliquent pas à une zone interurbaine; alors l'exploitation d'autobus publics à l'intérieur de cette zone interurbaine doit être aussi complètement placée sous la surveillance et le contrôle de la Commission que si les dispositions des paragraphes (1) et (2) n'avaient pas été adoptées.

1957, c.12, art.13; 1963(2<sup>e</sup> sess.), c.28, art.11; 1966, c.80, art.2; 1994, c.86, art.18; 1998, c.20, art.6.

**15** Il incombe au conseil de chaque municipalité de désigner des endroits raisonnables sur les rues publiques pour permettre aux véhicules à moteur exploités par un

motor carrier for taking on or letting down passengers and to designate suitable and convenient parking places and any dispute relating to such a matter may be settled by the Board whose order shall be final and binding on all parties.

1957, c.12, s.14; 1966, c.80, s.3; 1987, c.6, s.64; 1998, c.20, s.7.

**15.1** Sections 14 and 15 apply with the necessary modifications to a rural community.

2005, c.7, s.42.

**16** Repealed: 1980, c.33, s.4.

1957, c.12, s.15; 1980, c.33, s.4.

**17(1)** The Board may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, make regulations

- (a) prescribing forms for the purposes of this Act;
- (b) requiring the filing of returns, reports and other data;
- (c) prescribing forms of accounts and records to be kept by motor carriers, and providing for access by the Board to such records;
- (d) establishing classifications or groups of motor carriers;
  - (d.1) prescribing, in relation to offences under the regulations, categories of offences for the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*;
- (e) prescribing the term or duration of a licence;
- (f) prescribing such fees as it sees fit for the issue of licences to the different classes or groups of motor carriers;
- (g) respecting the schedules and service, rates, fares and charges of a licensed motor carrier;
- (h) respecting the qualification of drivers;
- (i) respecting the safety and convenience of the public;

transporteur routier titulaire d'un permis de faire monter ou descendre des voyageurs; il lui incombe également de désigner des stationnements convenables et adéquats; toute contestation à ce sujet peut être réglée par la Commission dont la décision est définitive et lie toutes les parties.

1957, c.12, art.14; 1966, c.80, art.3; 1987, c.6, art.64; 1998, c.20, art.7.

**15.1** Les articles 14 et 15 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à une communauté rurale.

2005, c.7, art.42.

**16** Abrogé : 1980, c.33, art.4.

1957, c.12, art.15; 1980, c.33, art.4.

**17(1)** La Commission peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, établir des règlements

- a) prescrivant les formules à utiliser aux fins de la présente loi;
- b) exigeant la production de déclarations, rapports et autres renseignements;
- c) prescrivant les formes des comptes et registres que doivent tenir les transporteurs routiers et prévoyant leur communication à la Commission;
- d) établissant des catégories ou groupes de transporteurs routiers;
  - d.1) prescrivant, relativement aux infractions, aux règlements, des classes d'infractions aux fins de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*;
- e) prescrivant les conditions ou la durée d'un permis;
- f) prescrivant les droits qu'elle juge bon d'établir pour la délivrance de permis aux différentes catégories ou groupes de transporteurs routiers;
- g) concernant les horaires et le service, les tarifs et les prix d'un transporteur routier titulaire d'un permis;
- h) concernant les capacités à exiger des conducteurs;
- i) concernant la sécurité et la commodité du public;

(i.1) prescribing the type and amount of insurance required for the purposes of subsections 6(1) and 13(1.2);

(i.2) respecting proof of insurance for the purposes of subsections 6(1) and 13(1.2);

(j) respecting public motor bus terminals and waiting rooms;

(k) respecting the checking of passengers' baggage and limitations on the size, weight and value thereof;

(l) respecting motor carriers and public motor buses generally in so far as the Board deems such regulations necessary or expedient for carrying out the purposes of this Act;

(m) prescribing the practice and procedure with respect to all matters within its jurisdiction;

(n) with respect to any matter as may be necessary or, in the opinion of the Board, advisable for the more effective exercise of its powers and duties and the more effective administration of the Act and regulations.

**17(2)** Repealed: 1983, c.8, s.22.

**17(3)** A regulation may apply to all cases, or to any case or class of cases, or to any particular district, or to any person or service.

1957, c.12, s.16; 1960, c.50, s.5; 1960-61, c.56, s.7; 1981, c.47, s.7; 1983, c.8, s.22; 1990, c.61, s.83; 1994, c.86, s.19.

**17.1(1)** The Lieutenant-Governor in Council may by regulation establish policies and rules to be observed by the Board in the exercise of any jurisdiction or authority conferred upon it under this Act.

**17.1(2)** Subsection (1) shall be deemed not to authorize any regulation directed specifically to any application, matter or decision pending before the Board.

1981, c.47, s.8.

**18** The orders and decisions of the Board shall be reduced to writing and except where the Board expressly provides, shall become effective, as respects any motor

*i.1)* prescrivant le type et le montant de la police d'assurance requise aux fins des paragraphes 6(1) et 13(1.2);

*i.2)* concernant l'attestation de la police d'assurance aux fins des paragraphes 6(1) et 13(1.2);

*j)* concernant les terminus et salles d'attente des autobus publics;

*k)* concernant la consigne des bagages des voyageurs et les restrictions relatives à leurs dimensions, leur poids et leur valeur;

*l)* concernant les transporteurs routiers et les autobus publics en général, dans la mesure où la Commission estime de tels règlements nécessaires ou opportuns pour réaliser les fins de la présente loi;

*m)* prescrivant les règles de pratique et de procédure relatives à toutes les questions relevant de sa compétence;

*n)* concernant toute question qu'il peut être nécessaire ou, de l'avis de la Commission, opportun de régler pour améliorer l'exercice de ses pouvoirs et fonctions et l'application de la présente loi et de son règlement.

**17(2)** Abrogé : 1983, c.8, art.22.

**17(3)** Un règlement peut s'appliquer à tous les cas, ou à un cas ou à une catégorie de cas, ou à un district en particulier, ou à une personne ou un service.

1957, c.12, art.16; 1960, c.50, art.5; 1960-61, c.56, art.7; 1981, c.47, art.7; 1983, c.8, art.22; 1990, c.61, art.83; 1994, c.86, art.19.

**17.1(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par règlement les politiques et règles que doit suivre la Commission dans l'exercice de toute compétence ou de tout pouvoir que lui confie la présente loi.

**17.1(2)** Le paragraphe (1) n'est pas réputé autoriser l'établissement de tout règlement visant spécifiquement toute demande, question ou décision en instance devant la Commission.

1981, c.47, art.8.

**18** Les ordonnances et décisions de la Commission doivent être consignées par écrit et, sauf lorsque la Commission en décide expressément, ne prennent effet, en ce

carrier affected thereby, only after five days from the mailing by the Chairman to such motor carrier of a written notice thereof.

1957, c.12, s.17; 1960-61, c.56, s.8; 1994, c.86, s.20.

**19** An appeal lies to the Court of Appeal from any order, ruling or decision of the Board involving any question as to its jurisdiction or any question of law.

1965, c.28, s.3.

**20(1)** Subject to subsection (1.1), a person, motor carrier, officer and agent or employee of a motor carrier who violates or fails to comply with any provision of the regulations commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**20(1.1)** A person, motor carrier, officer and agent or employee of a motor carrier who violates or fails to comply with a provision of the regulations in respect of which a category has been prescribed under paragraph 17(d.1) commits an offence of the category prescribed by regulation.

**20(1.2)** A person, motor carrier, officer and agent or employee of a motor carrier who violates or fails to comply with subsection 6(3) or 10(2) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence.

**20(1.3)** A person, motor carrier, officer and agent or employee of a motor carrier who

(a) violates or fails to comply with section 8, subsection 10(1), section 12 or 12.2 or subsection 12.3(2), or

(b) fails to obey, observe or comply with any order, decision, rule, direction, demand or requirement of the Board, the Minister or any peace officer,

commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

qui concerne un transporteur routier concerné, que cinq jours après que le président a envoyé par la poste à ce transporteur routier un avis de l'ordonnance ou décision.

1957, c.12, art.17; 1960-61, c.56, art.8; 1994, c.86, art.20.

**19** Appel peut être interjeté devant la Cour d'appel, de toute ordonnance ou décision de la Commission touchant à une question relative à sa compétence ou à une question de droit.

1965, c.28, art.3.

**20(1)** Sous réserve du paragraphe (1.1), une personne, un transporteur routier, et un agent ou un employé d'un transporteur routier qui contrevient ou ne se conforme pas à une disposition des règlements commet une infraction punissable en vertu de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**20(1.1)** Une personne, un transporteur routier, et un agent ou un employé d'un transporteur routier qui contrevient ou omet de se conformer à une des dispositions des règlements pour laquelle une classe a été prescrite en vertu de l'alinéa 17d.1), commet une infraction de la classe prescrite par règlement.

**20(1.2)** Une personne, un transporteur routier, et un agent ou un employé d'un transporteur routier qui contrevient ou ne se conforme pas au paragraphe 6(3) ou 10(2) commet une infraction punissable en vertu de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C.

**20(1.3)** La personne, le transporteur routier, et l'agent ou l'employé d'un transporteur routier qui

a) contrevient ou ne se conforme pas à l'article 8, au paragraphe 10(1), à l'article 12 ou 12.2 ou au paragraphe 12.3(2), ou

b) n'obéit pas, n'observe pas ou ne se conforme pas à quelque ordonnance, décision, règle, instruction, demande ou exigence de la Commission, du Ministre ou de l'agent de la paix,

commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**20(1.4)** A judge who imposes a fine for an offence under paragraph 20(1.3)(a) in relation to a violation or failure to comply with subsection 10(1) or section 12, or in relation to an offence under paragraph 20(1.3)(b), shall impose an additional fine of seven hundred dollars.

**20(1.5)** Without limiting subsection (1.4), the additional fine referred to in that subsection is an additional fine for the purposes of paragraph 14(5)(b) of the *Provincial Offences Procedure Act*.

**20(2)** Where by this Act or the regulations it is made an offence to do any act without holding a licence under this Act, the onus in any prosecution is upon the person charged to prove that he was the holder of a licence or was operating in accordance with an agreement entered into under section 12.1.

**20(3)** All fees and penalties collected under this Act shall be paid to the Minister for the use of the Province.

1957, c.12, s.18; 1960-61, c.56, s.9; O.C.64-312; 1978, c.D-11.2, s.25; 1980, c.33, s.5; 1981, c.47, s.9; 1990, c.61, s.83; 1994, c.86, s.21; 2001, c.21, s.1.

**21** Repealed: 1990, c.22, s.32.

1957, c.12, s.19; 1972, c.46, s.2; 1990, c.22, s.32.

**22** Every licensed motor carrier shall be deemed a public utility under Part 3 of the *Energy and Utilities Board Act*.

1957, c.12, s.20; 2006, c.E-9.18, s.99.

**23** The provisions of this Act shall be deemed to be in addition to the provisions of the *Motor Vehicle Act*.

1957, c.12, s.21.

**N.B.** This Act is consolidated to December 20, 2007.

**20(1.4)** Un juge qui impose une amende pour une infraction en vertu de l'alinéa 20(1.3)a) concernant une violation du paragraphe 10(1) ou de l'article 12 ou un défaut de s'y conformer, ou concernant une infraction en vertu de l'alinéa 20(1.3)b), doit imposer une amende supplémentaire de sept cents dollars.

**20(1.5)** Sans limiter le paragraphe (1.4), l'amende supplémentaire qui y est mentionnée est une autre amende aux fins du paragraphe 14(5)b) de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*.

**20(2)** Lorsque la présente loi ou les règlements prévoient qu'un acte fait sans le permis exigé par la présente loi constitue une infraction, c'est à l'accusé qu'il incombe de prouver qu'il était titulaire d'un permis ou qu'il exploitait son permis conformément aux termes de l'entente passée en vertu de l'article 12.1.

**20(3)** Tous les droits et peines pécuniaires perçus en application de la présente loi doivent être versés au Ministre, au bénéfice de la province.

1957, c.12, art.18; 1960-61, c.56, art.9; D.C.64-312; 1978, c.D-11.2, art.25; 1980, c.33, art.5; 1981, c.47, art.9; 1990, c.61, art.83; 1994, c.86, art.21; 2001, c.21, art.1.

**21** Abrogé : 1990, c.22, art.32.

1957, c.12, art.19; 1972, c.46, art.2; 1990, c.22, art.32.

**22** Tout transporteur routier titulaire d'un permis est réputé être une entreprise de service public assujettie à la partie 3 de la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics*.

1957, c.12, art.20; 2006, c.E-9.18, art.99.

**23** Les dispositions de la présente loi sont réputées s'ajouter aux dispositions de la *Loi sur les véhicules à moteur*.

1957, c.12, art.21.

**N.B.** La présente loi est refondue au 20 décembre 2007.